

## **Pour une reconnaissance du travail de *care* non rémunéré – Non à l’initiative service citoyen**

*Résolution soumise à l’attention des participantes à l’Assemblée des membres des Femmes socialistes suisses du 6 septembre 2025, à Bienne.*

Le 30 novembre 2025, le peuple suisse votera sur l’initiative populaire « Pour une Suisse engagée (initiative service citoyen) ». Celle-ci demande que toutes les personnes résidant en Suisse soient tenues d’apporter une contribution à la société et à la protection de l’environnement au moins une fois dans leur vie. À première vue, cette demande semble aller dans le sens de la solidarité.

Or, l’initiative passe sous silence des réalités sociales essentielles : en Suisse, les femmes effectuent aujourd’hui déjà une grande partie du travail non rémunéré. Celui-ci représente 61 % du temps de travail total des femmes. Chez les hommes, la proportion est inversée : 58 % de leur temps de travail est consacré à des activités rémunérées.<sup>1</sup>

Le travail non rémunéré – s’occuper des enfants, soigner et accompagner des proches, fournir une aide de voisinage – permet à notre société de fonctionner, mais il n’est ni rémunéré ni reconnu à sa juste valeur. L’initiative risque de dévaloriser encore davantage ce travail : en introduisant des services civiques non rémunérés au titre de « nouvelle obligation », elle ignore les efforts quotidiens fournis par un grand nombre de personnes – surtout des femmes – dans le domaine du travail de *care*.

Cela dit, ce n’est pas seulement le travail de *care* non rémunéré qui est concerné : le travail de *care* rémunéré pourrait lui aussi subir une pression accrue. Au lieu de favoriser les investissements urgents destinés à assurer des conditions de travail décentes dans les secteurs des soins et de la prise en charge, l’initiative donnerait la possibilité de recourir à une main-d’œuvre bon marché. Cela mettrait à coup sûr encore davantage en péril la professionnalisation et la valorisation de ces métiers.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, les Femmes socialistes rejettent l’initiative service citoyen. Au lieu de nouveaux services obligatoires, elles prônent une véritable reconnaissance et une répartition plus équitable du travail de *care*. L’égalité ne saurait signifier que tout le monde est obligé de servir. Au lieu d’étendre l’obligation de service existante, il faut l’abolir et créer une société dans laquelle le travail de *care* est réparti équitablement et rémunéré de manière juste.

Nos revendications :

- Une réduction significative du temps de travail sans baisse de salaire – afin de permettre un partage équitable du travail de *care*.

---

<sup>1</sup> Source : OFS – Travail non rémunéré (module de l’enquête suisse sur la population active ESPA)

- Un congé parental – pour donner aux personnes composant les familles assez de temps pour se reposer, s’habituer les unes aux autres et s’adapter à leur nouvelle vie quotidienne.
- La revalorisation systématique et cohérente des métiers dits « féminins » – par des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail et une reconnaissance sociale accrue.
- La mise en œuvre rapide de l’initiative sur les soins infirmiers – assortie de normes contraignantes et de bonnes conditions de travail.
- Un OUI à l’initiative sur les crèches – pour un système de garde d’enfants à la fois accessible financièrement et généralisé.